
I – UNE MÉTHODE NOVATRICE QUI A MOBILISÉ L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES

Les audits de modernisation sur les achats de l'État ont été menés de juin à septembre 2006, dans l'ensemble des ministères, pilotés par la direction générale de la modernisation de l'État (DGME) et des représentants des trois inspections générales interministérielles (inspections générales des finances, des affaires sociales et de l'administration), avec l'assistance de cabinets de conseil.

1/ Une méthode de travail qui a fait participer tous les ministères, à partir de référentiels communs

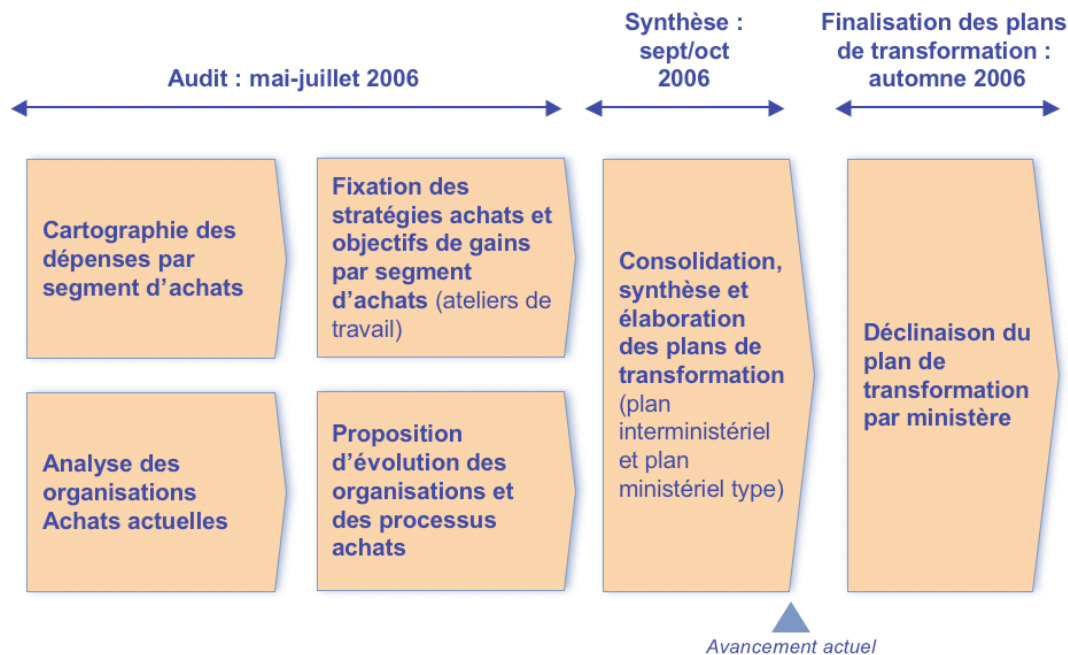
Partant d'une problématique interministérielle complexe, l'équipe de pilotage a travaillé en amont avec les ministères, pour harmoniser la méthode d'analyse et définir une segmentation des achats de référence homogène entre tous les ministères, pour pouvoir mieux négocier avec les fournisseurs (par exemple : les achats d'énergies et de fluide, de logiciels, de nettoyage, de reprographie, etc.).

La conduite des audits en quelques chiffres

- 1 chef de projet et 1 inspecteur référent dans chaque ministère pour conduire « localement » les travaux ;
- 360 personnes rencontrées dans le cadre d'entretiens tant en administrations centrales qu'en services déconcentrés ;
- 32 ateliers de travail en juin et juillet pour conduire les travaux de définition des stratégies d'achats ;
- plus de 130 représentants des ministères mobilisés dans le cadre des ateliers de travail (entre 3 et 7 ministères représentés dans chaque atelier avec une forte mobilisation de tous les ministères).

L'équipe de pilotage assurera également la coordination et l'animation générale du dispositif dans la phase de mise en œuvre des recommandations, notamment pour assurer la mise en réseau et diffusion des bonnes pratiques, le partage de méthodologies et d'outils, ainsi que le suivi des résultats.

2/ Élaboration du plan d'actions



Le plan de modernisation des achats de l'État a été élaboré en trois phases :

- **Mai-juillet 2006 : analyse des dépenses de l'État**

Pour la première fois une analyse des dépenses « achats » a été menée de façon homogène pour toutes les administrations sur la base de la segmentation des achats référence.

Ces travaux ont permis :

- de disposer des dépenses « d'achats » ventilées par nature et par ministère selon la segmentation de référence ;
- de créer une base de données regroupant les dépenses achats de chaque ministère ;
- d'analyser les dépenses par fournisseur, lorsque l'information était disponible.

En parallèle, l'analyse des organisations « achat » a permis d'identifier les pratiques dans les différentes administrations. Les bonnes pratiques ministérielles, comparées à celles d'autres pays européens et d'entreprises privées, servent également de base aux axes d'amélioration.

- **Septembre-octobre 2006 : préparation des plans d'actions, interministériels et ministériels**

L'analyse des dépenses a permis d'aboutir à un consensus sur les priorités d'actions à court terme et sur les ordres de grandeur globaux des économies possibles par segments d'achat.

La synthèse a permis d'identifier les segments d'achats qui présentent des potentiels d'optimisation au niveau interministériel, ministériel, voire au niveau central ou local.

- **Novembre-décembre 2006 : déclinaison des plans d'actions**

La mise en œuvre des conclusions des audits commence avec la déclinaison du plan d'actions aux niveaux interministériel et ministériels.